

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

VINGTIÈME SESSION

Documents officiels



**PREMIÈRE COMMISSION, 1398^e
SÉANCE**

Lundi 6 décembre 1965,
à 15 h 20

NEW YORK

SOMMAIRE

	Page
<i>Point 107 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Inadmissibilité de l'intervention dans les affaires intérieures des Etats et protection de leur indépendance et de leur souveraineté (suite)</i>	
<i>Discussion générale (suite)</i>	273

Président: M. Károly CSATORDAY (Hongrie).

POINT 107 DE L'ORDRE DU JOUR

Inadmissibilité de l'intervention dans les affaires intérieures des Etats et protection de leur indépendance et de leur souveraineté (*suite*) [A/5977; A/C.1/L.343/Rev.1, L.349, L.350 et Corr.1, L.351, L.352]

DISCUSSION GÉNÉRALE (*suite*)

1. Sir Roger JACKLING (Royaume-Uni), dont le gouvernement appuie pleinement le principe de la non-intervention dans les affaires intérieures d'autres Etats, avait espéré que l'intervention du représentant de l'URSS donnerait des explications constructives sur le but de l'initiative soviétique; malheureusement, il s'est agi d'une critique immodérée des politiques du Royaume-Uni et d'autres gouvernements, qui rappelle à l'esprit les attitudes glacées du passé, et la reprise d'un débat aussi stérile ne peut constituer qu'une perte de temps. D'autres pays cependant ont montré que la question pouvait être examinée dans un esprit de coopération.

2. Une déclaration de l'Assemblée générale ne peut être utile que si elle est largement acceptable, car c'est alors seulement qu'elle sera largement respectée; si l'on apposait le sceau des Nations Unies sur un document sujet à diverses interprétations contradictoires, on entamerait le crédit et l'autorité qui s'attachent à l'Organisation. Or, le texte proposé par l'Union soviétique offre, à côté de certains passages d'une précision admirable, d'autres parties d'une ambiguïté qui paraît voulue. Il semble que si la position soviétique consiste à classer les Etats du monde en deux catégories — les très bons, dont l'Union soviétique, et les très mauvais, c'est-à-dire les puissances occidentales — on ne puisse progresser si peu que ce soit dans la voie des objectifs que la Commission s'est fixés. Sans vouloir suivre son homologue soviétique sur le terrain aride de la controverse idéologique, sir Roger tient à bien montrer qu'une déclaration qui serait incomplète et manquerait d'objectivité serait pire qu'inutile. Il cite à ce propos la question du Viet-Nam; chacun reconnaît que la tension internationale a augmenté du fait

de la situation qui existe dans cette partie du globe, mais une déclaration de non-intervention ne résoudra pas le problème si l'on n'est pas capable de déterminer pour commencer qui est coupable d'intervention. Un souci véritable de trouver une solution commanderait d'amener le problème vietnamien du champ de bataille à la table de conférence; or, en tant que coprésidents de la Conférence de Genève, l'Union soviétique et le Royaume-Uni ont une responsabilité spéciale en la matière, et sir Roger rappelle à cet égard les déclarations faites récemment à Moscou par le Ministre des affaires étrangères du Royaume-Uni en faveur d'un cessez-le-feu suivi d'une pacification et du relèvement des deux parties du pays sous les auspices de l'ONU, afin qu'elles puissent décider ultérieurement de leur propre avenir. Le Royaume-Uni ne serait que trop heureux que le Gouvernement soviétique soit disposé à s'associer à cet effort.

3. Le cas du Laos est une autre source de controverse quand il s'agit de déterminer qui est responsable d'une intervention. Le représentant de l'Union soviétique accuse les Etats-Unis, alors que le représentant du Laos montre bien que l'intervention dont son pays est la victime vient d'une autre source; mais quand il s'est agi de faire distribuer un rapport de la Commission internationale pour la surveillance et le contrôle au Laos aux puissances qui ont participé à la conférence de Genève, et ce en vertu du Protocole à la Déclaration sur la neutralité du Laos^{1/}, l'un des deux coprésidents, en l'occurrence l'Union soviétique, n'a pas accédé à la proposition de l'autre. De même, s'agissant de l'intervention non déguisée de l'Indonésie en vue "d'écraser la Malaisie", on aurait pu penser que le Gouvernement soviétique aurait compris la nécessité, selon les propres paroles de son représentant, "de protéger les petits pays contre des attaques agressives", au lieu de quoi l'Union soviétique a usé de son droit de veto contre le projet de résolution de la Norvège déposé à ce sujet au Conseil de sécurité^{2/}. Il semble inutile de prouver davantage que la cause de la paix ne sera pas servie si l'on part du principe que tout ce que font certains Etats est mal et constitue une intervention, tandis que l'intervention manifeste d'autres Etats doit être passée sous silence.

4. Quant au projet de résolution proposé par l'URSS (A/C.1/L.343/Rev.1), il ne porte pas sur certaines formes d'intervention qui préoccupent nombre de gouvernements tout autant que les attaques directes et armées: il n'y est pas fait mention d'activités

^{1/} Voir Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 456, 1963, No 6564.

^{2/} Voir Documents officiels du Conseil de sécurité, dix-neuvième année, 1150^eème séance, par. 72; et *ibid.*, 1152^eème séance, par. 64.

subversives, notamment de l'entraînement de dissidents d'Etats indépendants qui reçoivent une formation militaire ou militante dans les pays communistes. On dira dans ces cas qu'il s'agit de "révolution populaire" ou de "mouvement de libération nationale", mais si cet argument peut à la rigueur se comprendre, sinon se justifier, lorsqu'il s'agit de territoires coloniaux, il est insoutenable vis-à-vis d'Etats indépendants où la subversion est encouragée contre la volonté de la population.

5. Le texte soviétique dit encore que l'indépendance des Etats libérés du colonialisme ne devrait pas être menacée, mais ce ne sont pas les puissances occidentales qui déclarent que ces Etats sont mûrs pour la révolution: bien que le représentant de l'Union soviétique ait affirmé que son pays ne cherchait pas à exporter la révolution, l'Union soviétique ne s'en honore pas moins de l'appuyer, partout où elle éclate et elle ne s'en cache nullement. Or, le représentant de la Colombie a fort pertinemment fait observer que toutes les révolutions ne sont pas nécessairement bonnes, et il reste donc à savoir qui décidera de cette question et qui déterminera pourquoi tel ou tel mouvement devrait recevoir l'assistance de Moscou. Un projet qui néglige de telles questions n'est pas réellement complet.

6. Il ne manque pourtant pas de sources dont la Commission pourrait s'inspirer dans ce domaine: la Charte des Nations Unies contient des dispositions qui sont acceptées par tous; plusieurs résolutions existent, notamment la résolution 290 (IV), le projet de résolution dont la Sixième Commission est actuellement saisie dans l'examen des points 90 et 94 de l'ordre du jour, et qui résulte des récentes réunions à Mexico du Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre Etats; une étude des travaux déjà accomplis ou en cours d'exécution constituerait une source utile de texte sur lesquels un accord pourrait se faire.

7. Enfin, il ne suffirait pas qu'une déclaration de cette sorte se borne à formuler en termes vagues et généraux une opposition à l'intervention; il faut encore y trouver une déclaration positive sur le droit qu'a chaque Etat de choisir et de développer librement son propre système politique, social, économique et culturel, sur le droit et l'obligation qu'ont tous les Etats Membres de collaborer et d'encourager des relations plus étroites entre Etats dans les domaines politique, social, économique et culturel, car on ne saurait oublier que l'Article premier de la Charte donne comme l'un des buts de l'Organisation d'être un centre où s'harmonisent les efforts des nations vers ces fins communes. Il ne faut pas donner l'impression que cet horizon s'est rétréci aux seules préoccupations de non-intervention, car alors la publication d'une telle déclaration marquerait une régression et serait un piètre jalon pour marquer le vingtième anniversaire de l'ONU.

8. C'est pour toutes ces raisons que la délégation du Royaume-Uni a présenté une série d'amendements (A/C.1/L.351) visant à donner au projet de l'Union soviétique un caractère plus complet, plus objectif et plus positif. Ces commentaires concernent surtout le texte soviétique, parce que c'est celui dont la Com-

mission est saisie depuis le plus longtemps. On possède maintenant un projet de résolution constructif présenté par 17 pays d'Amérique latine (A/C.1/L.349) ainsi que des amendements au projet de l'URSS, déposés par les Etats-Unis (A/C.1/L.350 et Corr.1); la délégation du Royaume-Uni compte que ces textes donneront lieu à une discussion détaillée, au cas où serait constitué le groupe de travail proposé par le représentant de l'Afghanistan à la 1397ème séance.

9. Le PRESIDENT demande si la Commission voit une objection à ce que la liste des orateurs soit close à 18 heures, ainsi qu'il en avait été question précédemment.

10. M. PAZHAWAK (Afghanistan), appuyé par M. BARNES (Libéria), dit que cette décision lui paraîtrait prématurée. En effet, il ne sait pas encore si sa proposition de constituer un groupe de travail sera retenue; dans l'affirmative, il sera sans doute possible de travailler sur un texte unique et l'on pourra poursuivre simultanément le débat. La clôture de la liste des orateurs devrait donc être reportée à une date ultérieure.

11. M. BELAUNDE (Pérou) fait remarquer que le groupe latino-américain doit se réunir le lendemain en vue de se prononcer sur la suggestion de l'Afghanistan. Il demande donc formellement de surseoir à toute décision sur cette question de clôture de la liste des orateurs.

12. Le PRESIDENT se rend à cet argument mais fait appel aux membres de la Commission pour qu'ils soient prêts à prendre la parole, le moment venu, afin que l'examen de cette question puisse être terminé dans les délais prévus.

M. Benites (Equateur), vice-président, prend la présidence.

13. M. KLUSAK (Tchécoslovaquie) estime que la discussion générale à l'Assemblée et les débats à la Première Commission ont mis en lumière l'opportunité et l'actualité de l'initiative prise par l'Union soviétique en demandant l'inscription à l'ordre du jour du point concernant la non-intervention. Son examen permettra à l'Assemblée générale de se prononcer nettement sur les problèmes que pose à l'heure actuelle la conjoncture internationale. L'opinion mondiale est profondément inquiète de la tension actuelle, qui tient pour une bonne part à l'ingérence dans les affaires intérieures des Etats, à la politique de force et d'arbitraire et à la violation flagrante des principes fondamentaux de la Charte. En différents points du monde, les forces impérialistes se livrent à des actes d'agression et d'intervention dirigés contre l'intégrité territoriale et l'indépendance politique d'Etats souverains et contre les intérêts légitimes des peuples qui aspirent à disposer d'eux-mêmes et au progrès social. Il ne s'agit pas en l'occurrence d'actes isolés et fortuits, mais d'une politique systématique et universelle. Si la Commission veut que ses délibérations contribuent effectivement à améliorer la situation internationale et à atténuer la tension actuelle, elle doit tenir compte de ces faits et des conséquences qui en découlent.

14. La manifestation la plus patente de cette politique d'arbitraire et de violence est l'intervention américaine au Viet-Nam du Sud et la guerre menée contre

le peuple de la République démocratique du Viet-Nam. Les Etats-Unis, qui visent à maintenir, voire à améliorer leur position dans cette région du monde, ne reculent pour ce faire devant aucun moyen. Depuis plusieurs années, ils s'efforcent de faire du Viet-Nam du Sud une base de pénétration dans toute l'Asie du Sud-Est, en violant délibérément les dispositions essentielles des Accords de Genève de 1954. Ayant constaté que ni l'aide financière et matérielle fournie au gouvernement de Saigon, ni l'envoi de "conseillers" ne leur permettait de réaliser ce dessein, ils ont transporté sur place une armée de 200 000 hommes, qu'ils continuent de renforcer. Les bombes ne cessent de pleuvoir sur les villages vietnamiens, détruisant les fruits d'un dur labeur, tandis que les soldats américains utilisent les armes les plus modernes contre les combattants de la liberté et la population civile, tout cela parce que le peuple vietnamien a choisi pour construire son pays une autre voie que celle que voulaient lui prescrire les milieux dirigeants des Etats-Unis. Le déclenchement et l'intensification de cette guerre — qualifiée à bon droit de "sale guerre" — ne peuvent que provoquer l'indignation et la réprobation de tout homme sensé. La preuve en est dans l'opposition que rencontre cette guerre aux Etats-Unis mêmes. L'agression américaine menace également d'autres Etats de l'Asie du Sud-Est, comme le Cambodge et le Laos, où, selon la presse new-yorkaise, doivent être intensifiés les raids de bombardiers.

15. Les Etats-Unis pratiquent également cette politique dans d'autres régions du monde. Ils n'ont pas encore mis fin à l'occupation de la République Dominicaine, où ils étaient intervenus sous prétexte de combattre la "menace communiste". Ils s'efforcent même, en vue de masquer et d'étendre leur intervention, de faire admettre qu'il s'agit là d'une action de l'Organisation des Etats américains.

16. Il n'y a pas si longtemps, les Etats-Unis, la Belgique et le Royaume-Uni sont intervenus au Congo sous prétexte de protéger leurs ressortissants et n'ont pas hésité, pour masquer cette opération illégale, à invoquer le concept périmé d'"intervention de caractère humanitaire", qui, à l'époque du colonialisme, servait de couvert aux réactionnaires pour commettre les actes les plus répréhensibles.

17. D'autre part, le représentant de Cuba a donné des exemples tangibles de la politique d'agression et d'intervention que les Etats-Unis pratiquent constamment à l'égard de son pays, et a démontré que la responsabilité de la situation anormale et de la tension qui règnent dans la région des Antilles incombe uniquement aux Etats-Unis.

18. Il est manifeste que les forces impérialistes placent cette politique d'agression avant l'obligation de développer les relations pacifiques entre les peuples. L'époque actuelle exige que les hommes mettent fin à cette politique et créent des conditions dans lesquelles nul ne pourra impunément violer les droits imprescriptibles des Etats et des peuples, grands ou petits, quel que soit leur système social ou leur orientation politique.

19. L'illégalité de ces actes d'agression est encore plus flagrante si l'on pense aux engagements souscrits

par les Membres de l'Organisation des Nations Unies et si l'on tient compte des obligations qui découlent des principes du droit international. En vertu du premier principe énoncé à l'Article 2 de la Charte, tous les Etats jouissent des droits qui découlent de leur pleine souveraineté. Fait partie intégrante de ce principe l'obligation de respecter la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de tout Etat, de même que le droit pour celui-ci de choisir librement son système politique, social et économique. En outre, il résulte du quatrième principe du même Article que l'emploi de la force est interdit pour réprimer le mouvement de libération nationale et qu'est exclue l'intervention des Etats dans les affaires intérieures d'autres Etats, de même que l'imposition de tel ou tel système social.

20. La délégation tchécoslovaque a toujours soutenu les efforts déployés par l'Assemblée générale pour faire respecter ces dispositions de la Charte et s'est toujours efforcée d'accroître l'efficacité de l'Organisation. Indépendamment de la Charte, il existe d'autres instruments de droit international, élaborés et signés après la seconde guerre mondiale, qui interdisent expressément les guerres d'agression et les interventions armées. M. Klusák cite à cet égard l'Accord du 8 août 1945 instituant le Tribunal militaire international^{3/}, l'Acte de Chapultepec du 8 mars 1945, le Traité interaméricain d'assistance mutuelle du 2 septembre 1947 et la Charte de l'Organisation des Etats américains signée à Bogotá le 30 avril 1948.

21. Le respect de l'interdiction de recourir à la force devient d'autant plus impératif et d'autant plus urgent que chaque intervention ou agression accroît le risque de guerre thermonucléaire avec toutes ses conséquences catastrophiques. La situation mondiale démontre que le sentiment des responsabilités en matière de paix et de sécurité est totalement étranger à certaines puissances. C'est ainsi que les Etats-Unis ont érigé la politique d'intervention en une doctrine nationale qui a récemment reçu la caution de l'organe législatif suprême. La résolution 560 du 20 septembre 1965, adoptée par la Chambre des représentants, tend à légitimer l'intervention, y compris l'emploi de la force, en tout point de l'hémisphère occidental, que les Etats-Unis considèrent comme leur "sphère d'influence". C'est là une remise en vigueur de la "diplomatie de la canonnière". On connaît l'opposition et l'indignation que soulève cette résolution dans les pays latino-américains.

22. Cette politique d'intervention armée est dirigée en premier lieu contre les mouvements de libération nationale, dont le succès a irrité les colonialistes et leurs valets. Tous ces événements se déroulent pourtant à une époque où l'Assemblée générale, tout comme d'autres conférences internationales, telles que la Conférence des pays d'Afrique et d'Asie, tenue à Bandoung en avril 1955, la Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à Belgrade en septembre 1961, et la deuxième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue au Caire en octobre 1964, ont résolument

^{3/} Accord concernant la poursuite et le châtiment des grands criminels de guerre des Puissances européennes de l'Axe, signé à Londres, le 8 août 1945 (Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 82, 1951, No 251).

condamné les interventions destinées à écraser les mouvements de libération, interventions qui sont également incompatibles avec l'esprit de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale].

23. La délégation tchécoslovaque se prononce à nouveau pour la liquidation complète et immédiate du colonialisme sous toutes ses formes. Elle considère inadmissible tout acte empêchant les peuples d'exercer leur droit à la liberté et à l'indépendance. A l'heure actuelle, les Etats-Unis sont les champions de la politique d'intervention. Sous prétexte de combattre l'"infiltration communiste", ils déclarent la guerre aux peuples qui ont décidé d'être indépendants et qui ont choisi un système social ou économique conforme à leurs intérêts. L'histoire récente prouve que le slogan de la "lutte anti-communiste" n'est qu'un moyen pour les éléments réactionnaires de combattre les forces progressistes et démocratiques en tous les points du globe.

24. Les Etats-Unis veulent convaincre le monde qu'ils ont une mission particulière à remplir, celle de décider du destin de l'humanité et de la façon de vivre des peuples. On se demande de quel droit ce pays s'érige ainsi en juge et en arbitre. Les Etats-Unis ont effectivement une grande responsabilité, celle qui leur incombe en vertu de la Charte et en tant que Membre de l'Organisation des Nations Unies et du Conseil de sécurité. Cette responsabilité leur impose de mettre fin immédiatement à leur politique d'agression et d'intervention.

25. La situation actuelle exige que l'Assemblée générale s'élève résolument contre la politique d'intervention, sous quelque forme que ce soit, et qu'elle affirme la nécessité de respecter le principe de la non-ingérence. L'adoption du projet de résolution de l'URSS (A/C.1/L.343/Rev.1) constituerait une mesure importante et particulièrement positive à cet égard. Les dispositions concrètes et détaillées qu'il contient permettent à l'Assemblée générale de s'acquitter des obligations qui lui incombent aux termes de la Charte et de confirmer le droit imprescriptible de tout Etat souverain à l'indépendance et à la liberté. L'Assemblée devrait exiger qu'il soit mis fin aux interventions dans les affaires intérieures des Etats souverains, ainsi qu'aux actes dirigés contre la lutte légitime des peuples pour la liberté et l'indépendance nationale.

26. La délégation tchécoslovaque est convaincue que tous les peuples épris de paix, de liberté et de progrès accueilleraient avec joie l'adoption du projet de l'URSS. L'Assemblée générale aura là l'occasion de démontrer qu'elle est réellement soucieuse de renforcer la paix et la sécurité internationales dans l'intérêt du libre développement des peuples.

27. M. NIMMANHEMINDA (Thaïlande) déplore que 20 ans à peine après la seconde guerre mondiale l'humanité vive encore dans la crainte et sans espoir d'une paix prochaine, malgré les efforts incessants de l'ONU. C'est que la terre est malheureusement peuplée non seulement d'êtres humains qui souhaitent vivre en paix mais d'hommes qui cherchent à détruire, à créer le désordre et à dominer les autres. La

communauté mondiale est une société d'Etats souverains, juridiquement égaux, quelles qu'en soient la structure politique et économique et la situation géographique. En vertu du principe de l'égalité des Etats, aucun Etat n'a le droit d'intervenir dans les affaires intérieures d'un autre Etat: ce principe de la non-intervention, qui va de pair avec le droit de tout Etat à l'indépendance, a été reconnu et réaffirmé notamment dans la Charte de l'Organisation des Etats américains, à la Conférence des pays d'Afrique et d'Asie de Bandoung, aux conférences des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés et dans la Charte de l'Organisation des Etats africains. L'Assemblée générale elle-même a récemment confirmé ce principe en même temps que six autres principes de droit international dans ses résolutions 1815 (XVII) et 1966 (XVIII) relatives à l'examen des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies.

28. Ainsi, en premier lieu, le principe général selon lequel aucun Etat ou groupe d'Etats n'a le droit d'intervenir dans les affaires intérieures d'un autre Etat a été fermement accepté comme principe fondamental de droit international et, pour en définir le sens et la portée exacts, l'Assemblée générale en a confié l'étude à un Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats, lequel a été chargé de rédiger un rapport contenant des conclusions et des recommandations. Etant donné que le Comité spécial a soumis son premier rapport^{4/} à la Sixième Commission, il n'est ni nécessaire ni souhaitable que la Première Commission examine cette question pour le moment: elle est de nature essentiellement juridique et l'organe le plus approprié pour s'en occuper est donc la Sixième Commission. En deuxième lieu, tous les principes de droit international sont interdépendants et l'ordre mondial ne dépend pas du respect de l'un d'eux seulement. Le principe de la non-intervention ne devrait donc pas être étudié à part. Enfin, les membres du Comité spécial lui-même ne sont pas parvenus jusqu'ici à se mettre d'accord sur le sens des termes "affaires intérieures" et "intervention", ni sur la question de savoir s'il peut y avoir des "interventions licites" et quelles sont les activités interdites en vertu du principe de la non-intervention. Il semble donc peu avisé de faire une déclaration devant servir de ligne de conduite alors que la teneur et l'étendue du principe dont elle est censée s'inspirer restent obscurs.

29. Cela ne signifie pas que la Thaïlande soit opposée au principe général de droit international selon lequel aucun Etat n'a le droit d'intervenir, directement ou indirectement, dans les affaires relevant de la compétence nationale d'un autre Etat. Bien au contraire, elle est fermement convaincue que les choses iraient beaucoup mieux si ce principe était scrupuleusement respecté par tous les pays. Toutefois, l'essentiel est la bonne foi de toutes les parties et non le sens que l'on attache au terme "intervention". A cet égard, M. Nimmanheminda souligne que lorsqu'il s'agit du principe de la non-intervention, le terme "intervention"

^{4/} Documents officiels de l'Assemblée générale, vingtième session, Annexes, points 90 et 94 de l'ordre du jour, document A/5746.

ne saurait s'appliquer à des mesures de légitime défense prises individuellement ou collectivement ni à des mesures collectives légitimement prises dans l'intérêt commun en vue de sauvegarder la paix conformément à la Charte des Nations Unies. Par contre, le sens du terme "intervention" n'est pas limité aux attaques armées. Il vise les nombreuses formes de propagande idéologique et politique, la guerre psychologique, l'organisation de mouvements subversifs et politiques à l'intérieur d'un autre Etat, l'infiltration systématique d'agents politiques et toute aide militaire, politique et économique accordée à des rebelles contre le gouvernement de jure. Certains Etats violent en outre le droit international en autorisant des éléments séditionnels ou leurs propres nationaux à fomenter des rébellions en vue de renverser le gouvernement d'autres Etats. En d'autres termes, la non-intervention s'applique à toutes les activités, même ne comportant pas l'emploi de la force armée, qui visent à compromettre l'autorité du gouvernement légitime d'un autre Etat souverain. Ceci ressort clairement de la résolution 290 (IV) de l'Assemblée générale sur les éléments essentiels de la paix; c'est également reconnu dans le projet de code des crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité, adopté en 1951 par la Commission du droit international^{5/}, et dans l'article 15 de la Charte de l'Organisation des Etats américains.

30. La délégation thaïlandaise serait disposée à appuyer une déclaration établissant qu'il est du devoir de tout Etat de s'abstenir d'avoir recours à des mesures coercitives quelconques incompatibles avec la Charte des Nations Unies pour briser la volonté souveraine d'un autre Etat si toutefois une telle déclaration interdit expressément toute activité permettant, soutenant, favorisant ou finançant où que ce soit l'organisation ou l'entraînement de forces armées d'un type quelconque dont l'objectif est de commettre des incursions dans d'autres Etats. Elle devrait également interdire expressément les infiltrations, la fourniture d'armes ou de matériel destiné à faciliter ou à soutenir une rébellion ou un mouvement séditionnel dans un Etat quelconque et particulièrement l'organisation d'activités subversives ou terroristes dirigées contre le peuple ou le gouvernement d'un autre Etat, ou l'appui apporté à de telles activités.

31. Mise à part la question de la définition du terme "intervention", l'application pratique du principe de la non-intervention suscite de profondes divergences d'opinions en raison du fait que la non-intervention est souvent utilisée comme expédient pour servir certaines fins particulières par des pays qui professent le respect du droit et de la paix pour camoufler leurs activités insidieuses. On a cité le Viet-Nam comme exemple d'intervention armée dans les affaires intérieures d'un pays. Il est vrai qu'il y a eu intervention de l'extérieur, mais ce sont les forces du Nord qui l'ont commise, ce qui a suscité naturellement une réaction de résistance de la part du peuple pacifique du Viet-Nam du Sud, qui a choisi de vivre dans la liberté et demandé de l'aide à ceux qui étaient disposés à lui en donner. Etant donné que la notion d'intervention a pour essence l'usurpation de

souveraineté, l'aide fournie à un gouvernement de jure n'est pas une intervention alors que l'aide fournie à des rebelles est une intervention parce qu'elle porte atteinte à la souveraineté du gouvernement établi. L'intervention armée des forces du Viet-Nam du Nord n'est d'ailleurs qu'une partie du plan d'ensemble, visant à détruire la liberté et l'indépendance nationale des pays du Sud-Est asiatique, qui doit conduire à la domination du monde. La Thaïlande, en effet, est depuis quelque temps la cible de visées agressives concertées qui prennent la forme d'intimidation verbale, d'infiltrations et d'activités subversives dirigées et appuyées de l'extérieur comme le prouvent les documents et les armes qui ont pu être saisis. En tant qu'Etat souverain et Membre de l'Organisation des Nations Unies, la Thaïlande est en droit de prendre les mesures appropriées pour défendre son intégrité territoriale et maintenir l'ordre à l'intérieur de ses frontières dans les limites autorisées par le droit international et la Charte des Nations Unies. M. Nimmanheminda ne reviendra pas sur l'accusation lancée contre son pays par le représentant de l'Union soviétique à la 1395ème séance. Il se contentera de souligner que si l'Union soviétique désire réellement la paix comme elle le prétend, elle doit abandonner sa politique visant à dominer les autres pays sous couvert des prétendues guerres de libération, cesser immédiatement de fournir une aide politique et matérielle aux éléments séditionnels et renoncer à s'ingérer dans les affaires intérieures des autres pays de quelque manière que ce soit.

32. Pour M. GARCIA DEL SOLAR (Argentine), l'Amérique latine est sans aucun doute la région la plus affectée par les diverses formes de violation du principe de la non-ingérence. Cela oblige la délégation argentine à prendre part à la discussion avec un profond sentiment de responsabilité. Aussi se prononcera-t-elle sur le fond de la question avec objectivité et franchise. Mais avant de ce faire, elle tient à formuler une réserve quant à l'opportunité du présent débat.

33. Toute occasion est certes bonne pour réaffirmer l'obligation qui incombe aux Etats de respecter le principe de la non-ingérence dans les affaires des autres Etats. Mais en l'occurrence, il y a lieu de tenir compte de l'atmosphère qui règne présentement. Après l'échec enregistré par la dix-neuvième session de l'Assemblée générale, lequel a failli entraîner l'effondrement de l'Organisation, l'ouverture de la vingtième session a été accueillie avec un sentiment de soulagement. A l'inaction et à la déception a succédé le désir fébrile de parvenir à des résultats positifs. Le signal d'alarme donné par la dix-neuvième session a donc déclenché une réaction salutaire.

34. Un climat de rapprochement s'est instauré entre les grandes puissances. Il s'est traduit par la modération dont les orateurs ont fait preuve dans leurs déclarations et par la convergence des efforts déployés pour éviter les difficultés soulevées par l'application de l'Article 19 de la Charte, pour adopter des résolutions relatives à la non-prolifération des armes nucléaires, et à la convocation d'une conférence mondiale du désarmement, pour procéder à l'étude des problèmes financiers de l'Organisation et pour établir

^{5/} Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, sixième session, Supplément No 9, chap. IV.

un cessez-le-feu au Cachemire. L'Argentine entend favoriser ce climat car elle estime qu'un devoir particulier incombe aux pays moins puissants: celui de maintenir l'esprit de concession et le dialogue qui est indispensable si l'on veut que l'ONU accomplisse sa mission. C'est dans cette optique qu'elle a abordé le débat sur la question des opérations de maintien de la paix devant la Commission politique spéciale et c'est dans cette optique qu'elle se place dans le présent débat.

35. Les pays latino-américains sont profondément attachés au principe de la non-ingérence. Ils ont pris l'initiative en 1933 d'énoncer ce principe dans des instruments juridiques intéressant leur région. Cette initiative a été l'aboutissement d'une action menée depuis l'indépendance de l'Amérique latine. La fragilité des nouveaux pays latino-américains, l'absence d'organismes internationaux capables d'assurer la souveraineté politique et l'intégrité territoriale de ces jeunes pays, l'impossibilité dans laquelle ils se trouvaient de se doter des moyens matériels nécessaires pour se défendre contre les grandes puissances les ont conduits à conjuguer leurs efforts pour faire admettre la suprématie du droit. Telle a été l'arme qu'ils ont opposée aux actes arbitraires et aux abus commis contre eux en violation des règles les plus élémentaires de la morale internationale.

36. Mais avant d'arriver à faire adopter le principe de la non-ingérence, les pays latino-américains ont dû parcourir un long chemin de croix. Les situations injustes qu'ils ont subies se répètent malheureusement de nos jours sous diverses formes, ce qui rend nécessaire la réaffirmation du strict respect de ce principe.

37. L'Argentine, qui s'est émancipée de l'Espagne en 1810 et a déclaré son indépendance en 1816 a, durant la délicate période de son organisation nationale, fait l'objet de plusieurs interventions étrangères. En 1831, des fusiliers marins américains ont débarqué aux îles Malouines à la suite d'un conflit de caractère commercial. Cette atteinte à la souveraineté de l'Argentine a ouvert la voie à l'occupation de ces îles en 1833 par une autre puissance étrangère au continent qui aujourd'hui encore y exerce sa juridiction malgré les réclamations de l'Argentine. Aujourd'hui encore les deux puissances en question continuent, semble-t-il, à être d'intelligence, puisqu'elles s'opposent aux efforts de l'ONU pour qu'une solution soit trouvée à ce problème par voie de négociations bilatérales.

38. Ces interventions qui ont eu lieu alors que la doctrine de Monroe était fermement proclamée ont fait naître un profond sentiment de solidarité entre l'Argentine et les autres pays latino-américains qui ont, eux aussi, fait l'objet au XIX^{ème} et au XX^{ème} siècle d'interventions unilatérales de diverses natures. Aussi les juristes argentins se sont-ils efforcés d'apporter à l'Amérique des principes juridiques comme ceux énoncés dans les doctrines de Calvo et de Drago, qui, incorporés au droit international public, ont contribué à protéger les pays d'Amérique latine contre les abus et les ingérences des grandes puissances.

39. L'Argentine a voulu manifester sa vocation anti-interventionniste dans tous les domaines possibles.

C'est ainsi qu'en 1920 le président Irigoyen a donné l'ordre au navire argentin 9 de Julio qui faisait un voyage d'étude dans les Caraïbes d'entrer dans le port de Saint-Domingue en arborant le pavillon dominicain à son mât de hune pour rendre hommage à la souveraineté du pays frère sur la forteresse duquel flottait le drapeau du pays occupant. Les marins argentins reçurent un accueil triomphal. Et aux conférences internationales, les juristes argentins se sont employés à faire inscrire le principe de la non-ingérence dans le droit américain. Le spécialiste du droit international, Luis Podestá Costa, qui devait devenir ministre des relations extérieures, fut l'auteur de la formule proposée à la réunion de la Commission internationale des juristes américains de Rio de Janeiro de 1927 et incorporée dans la Convention concernant les droits et devoirs des Etats signée à Montevideo en 1933^{6/}. Cette formule, qui a été à la base de la codification du principe de la non-intervention pour une partie de la communauté internationale était la suivante: "Aucun Etat n'a le droit d'intervenir dans les affaires internes ou externes d'un autre". Depuis l'adoption de cette formule, les pays latino-américains n'ont cessé de réitérer, lors de conférences ou dans des instruments intéressant leur continent, leur adhésion au principe de la non-intervention comme moyen le plus efficace de préserver leur souveraineté et leur droit à la libre détermination. Et ils lui ont donné sa consécration ultime dans la Charte des Etats américains à laquelle ils ont souscrit à Bogotà en 1948.

40. Dans sa vive répugnance pour toute forme d'ingérence, l'Argentine ne va pas jusqu'à ne pas admettre le droit qu'ont les pays possédant de faibles moyens de défense d'établir des accords pour assurer leur sécurité et leur défense et de faire appel dans des cas exceptionnels à l'aide militaire étrangère. L'Argentine qui n'a jamais voulu recourir à de tels expédients a l'autorité morale nécessaire pour dire qu'il existe des circonstances spéciales qui exigent la conclusion d'accords en vue de l'obtention d'une aide militaire.

41. Mais de tels accords ne doivent être conclus que lorsque le Gouvernement intéressé est en pleine possession de ses facultés gouvernementales et qu'il est appuyé par le peuple et par les représentants de ce dernier. Leur conclusion serait en revanche extrêmement contestable si elle résultait, en pleine situation révolutionnaire, d'une décision personnelle prise en désespoir de cause. L'adoption du principe de la non-ingérence dans les instruments juridiques des pays latino-américains et dans la Charte des Nations Unies a permis de réduire les possibilités d'intervention unilatérale et directe. Mais, à partir de la seconde guerre mondiale, celles-ci ont cédé le pas à la prolifération d'autres formes d'interventions qui portent tout aussi atteinte au droit souverain des nations. Ce sont ces nouvelles formes d'intervention dont le Ministre des relations extérieures, M. Zavala Ortiz, a traité lors de la discussion générale à l'Assemblée (1337^{ème} séance plénière).

42. Mais les pays latino-américains ne sont pas les seuls à se préoccuper de ces nouvelles formes

^{6/} Société des Nations, Recueil des Traités, vol. CLXV, 1936, No 3802.

d'intervention si contraires à la coexistence pacifique. D'après des informations de presse diffusées peu après les événements qui se sont produits dernièrement en Indonésie, des personnalités soviétiques auraient déclaré que personne n'a le droit d'exporter la révolution ou d'influencer les révolutions nationales. Et dans la résolution qu'ils ont adoptée le 24 octobre 1965 à Accra, les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine ont exprimé leur profonde répugnance pour l'intervention indirecte dans les affaires intérieures des peuples. Tout ceci prouve que plus l'action subversive tend à influencer la politique de certains gouvernements, plus s'affermirait la volonté des peuples de ne pas tolérer que l'édification de leurs pays soit sapée par l'action corrosive des interventions indirectes. Les remarques que le représentant du Népal a faites à cet égard à la 1396ème séance sont tout à fait révélatrices.

43. Dix-sept pays latino-américains ont jugé bon de traduire dans un projet de résolution (A/C.1/L.349) les préoccupations que leur causent toutes les formes d'intervention. Conscients que c'est en faisant admettre la suprématie du droit que l'on peut arriver à mettre un frein au progrès des forces qui tendent à détruire l'ordre international fondé sur le respect absolu du droit des peuples de forger leur propre destin sans immixtion étrangère, ces pays ont exprimé dans ce projet de résolution leur attachement au droit et à la liberté en rappelant les principes qui inspirent leur conception de la vie: égalité souveraine des Etats, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, respect des droits de l'homme, droit au progrès, soif de paix.

44. Le texte ne traduit aucune intention tendancieuse et tente de se placer au-dessus des divergences d'opinions que la question peut susciter même entre pays latino-américains. Il est dépourvu de tout élément permettant de faire un rapprochement avec des situations particulières, car cela serait incompatible avec les objectifs d'une déclaration réaffirmant un principe juridique. Enfin, il rend justice aux pays latino-américains dont la contribution à l'inscription de ce principe dans le droit international a été décisive.

45. M. HSUEH (Chine) estime que la Première Commission a une dette de reconnaissance envers les pays d'Amérique latine auteurs du projet de résolution A/C.1/L.349, qui a pour but de renforcer l'appui donné au principe de la non-intervention des Etats dans les affaires intérieures et extérieures des autres Etats, qui est l'un des principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies. Le projet de résolution a d'autant plus de poids que les pays d'Amérique latine se consacrent traditionnellement à faire respecter la règle de droit dans les relations internationales et qu'ils pratiquent le principe de la non-intervention entre eux depuis près d'un siècle. La délégation chinoise avait craint, lorsqu'il a été demandé que cette question soit inscrite à l'ordre du jour de la vingtième session de l'Assemblée générale, que l'intention de l'auteur de la demande n'ait pas été d'entreprendre sérieusement l'étude du principe de la non-intervention mais de se ménager une occasion de faire de la propagande. Ses craintes ont été confirmées par la déclaration qu'a faite le représentant de l'Union soviétique à la 1395ème séance, dont l'objet principal

était, de toute évidence, de soulever la question du Viet-Nam et de proférer toutes sortes d'accusations au sujet d'autres régions du monde. Le représentant soviétique a notamment déclaré que l'Union soviétique exprimait sa solidarité avec les patriotes vietnamiens qui luttent contre les agresseurs américains et qu'elle continuerait à accorder au peuple vietnamien frère son plein appui politique ainsi que l'assistance économique et militaire dont il a besoin. La délégation chinoise estime que ces deux phrases n'ont pas leur place dans un débat sur le principe de la non-intervention et qu'elles sont en fait l'expression d'une politique d'intervention. Si le peuple vietnamien doit être aidé et soutenu, c'est contre l'intervention des communistes du Nord. Le peuple vietnamien est, comme le peuple chinois, la victime infortunée des infiltrations et de la subversion communistes ainsi que des actes de terrorisme et de sabotage perpétrés par les communistes et d'une intervention armée de la part des communistes. En luttant contre ces actes d'agression, il ne fait qu'exercer son droit de légitime défense. La délégation chinoise comprend toutefois que l'Union soviétique ne peut guère qualifier d'agresseurs les auteurs d'une agression communiste qu'elle présente comme une guerre de libération. Ses anciens alliés de Pékin l'ont en outre accusée récemment de n'accorder au Viet-Nam qu'une aide dérisoire par rapport à ses moyens, de vouloir rester maître de la situation au Viet-Nam et d'entre faire l'objet d'un marché avec les impérialistes américains. On comprend alors pourquoi le représentant de l'Union soviétique a dû faire de telles déclarations à la 1395ème séance, mais ce n'était ni le moment ni l'endroit de le faire.

46. Les dossiers de l'ONU et même de la Société des Nations ne manquent pas d'exemples de cas d'intervention prouvant que le respect du principe de la non-intervention doit être renforcé. M. Hsueh cite notamment l'intervention armée de l'Union soviétique contre la Finlande, au mois de décembre 1939, que l'Assemblée de la Société des Nations a solennellement condamnée et qui a paru au Conseil de la Société des Nations un motif suffisant pour exclure l'Union soviétique de la Société. D'autres exemples d'intervention, à l'époque de l'Organisation des Nations Unies, sont l'intervention armée de la Chine communiste en Corée, reconnue par l'Assemblée générale dans sa résolution 498 (V) et, comme l'a dénoncé l'Assemblée générale dans sa résolution 505 (VI), l'action entreprise par l'Union soviétique en Chine. Cette dernière intervention a eu des conséquences tragiques dans le monde entier. Enfin, dans sa résolution 1004 (ES-II), l'Assemblée générale a condamné l'intervention armée de l'Union soviétique en Hongrie.

47. Toutefois, à l'heure actuelle, le plus grand danger ne vient pas des interventions directes mais des ingérences insidieuses et indirectes dont sont victimes les Etats d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Cette forme d'intervention consiste à fournir des armes, des munitions ou des fonds à des bandes armées, à des factions ou à des groupes organisés dans un Etat tiers contre le gouvernement légitime au nom de la révolution ou de la libération, ou à envoyer dans cet Etat des agents chargés de mener une campagne de propagande subversive contre ses institutions. Ceci contribue à semer la confusion

dans les esprits et, avant qu'on y voie clair, un régime communiste a été imposé aux pays où l'intervention a eu lieu. En examinant le point dont elle est saisie, la Première Commission doit donc accorder une attention spéciale à cette forme d'intervention. La délégation chinoise note avec satisfaction que les auteurs du projet de résolution A/C.1/L.349 ont souligné cet aspect du problème et elle leur est reconnaissante d'avoir ramené le débat à ses justes proportions. La délégation chinoise appuiera donc ce projet de résolution.

48. M. YOUDE (Royaume-Uni), exerçant son droit de réponse, dit qu'il ne saurait accepter les propos tenus par le représentant de l'Argentine au sujet des îles Falkland, car la souveraineté du Royaume-Uni sur ces îles ne fait aucun doute. Il se réserve le droit de revenir sur cette question et signale que son gouvernement a accepté la suggestion récemment faite par le Gouvernement argentin d'ouvrir des pourparlers en vue de régler le différend qui oppose le Royaume-Uni et l'Argentine à propos de ces îles. Il souhaite que ces pourparlers aboutissent à des

résultats conformes aux vœux des habitants de ces îles et qu'ils resserrant les liens d'amitié entre le Royaume-Uni et l'Argentine.

49. M. GARCIA ROBLES (Mexique) précise que les auteurs du projet de résolution A/C.1/L.349 ont voulu souligner l'idée fondamentale que toutes formes d'intervention directe ou indirecte sont contraires à la Charte des Nations Unies. Cette idée est clairement exprimée en plusieurs endroits, notamment dans le paragraphe final. Le paragraphe 3 du dispositif aussi condamne toute forme d'intervention directe ou indirecte. Dans leur hâte à rédiger ce texte, les auteurs ne se sont cependant pas rendu compte que le troisième alinéa du préambule pouvait prêter à une interprétation erronée. Pour éviter tout malentendu, ils ont décidé de supprimer dans cet alinéa le mot "nouvelles" avant le mot "formes" ¹.

La séance est levée à 17 h 40.

¹ Un projet de résolution révisé (A/C.1/L.349/Rev.1), incorporant cette modification, a été ultérieurement distribué.